

## COMPTE RENDU DE LA REUNION DE SECTION DU 21 JANVIER 2010

Ordre du jour :      Protocole et Europe  
                         Grève des 13 et 14 janvier  
                         Effectifs des zones  
                         Environnement électronique  
                         Nomination des CE/RDS/Détachés  
                         Questions diverses

22 Personnes présentes dont 6 membres de la section locale et 1 membre du BN

Les sujets n'ont pas été traités dans l'ordre, en fonction de la disponibilité des intervenants.

### **Restrictions budgétaires : la formation en première ligne !**

Avant d'attaquer l'ordre du jour, un résumé de la réunion sur la formation qui s'était déroulée 2 jours auparavant nous a été présenté. Le budget de fonctionnement du CRNA sera en baisse de 5% pour l'année 2010 plus 15% de budget gelé (avec possibilité de déblocage à la fin de l'année). Du coup, il est demandé au poste formation de faire des économies pour 2010. Les immersions à l'étranger pour les stages d'anglais représentent une grosse partie du budget et la remise en question des immersions aux Etats-Unis et Canada a été évoquée. Cependant, il existe une volonté forte de maintenir ces possibilités d'immersion et les économies pourraient peut être porter sur d'autres budgets. Rien n'a été décidé lors de cette réunion de présentation, les décisions seront prises en CTP. Les PIFA arrivant à terme tous à la même période, des craintes apparaissent pour l'organisation de ce renouvellement et une solution d'étalement de la période de renouvellement des PIFA serait souhaitable à terme, sachant que la complexité du problème réside dans les dates de validité des mentions linguistiques par rapports aux textes.

### **Gestion des grèves : le flou artistique !**

Pour les grèves des 13 et 14, elles ont été bien suivies, ce qui est une satisfaction, et l'administration a peut être pris en compte le fait que le syndicat majoritaire des contrôleurs n'est pas forcément le seul interlocuteur dont il faudra tenir compte. Pour ce qui est de la gestion locale de la grève et des levées d'astreinte, on a encore constaté que l'administration a procédé à des levées d'astreintes partielles qui ne nous paraissent pas être en conformité avec notre lecture du texte, au moins dans l'esprit. Nous demanderons pour l'avenir à ce que, d'une part, les astreints et les non grévistes ne travaillent pas en même temps et que d'autre part, les astreintes ne soient pas levées de manière partielle mais pour la journée entière. Pour ce qui est du protocole en cours, l'intersyndicale s'est retirée des groupes de travail en cours. Le BN de l'UNSA hésite quant à sa participation mais risque de maintenir une présence à ces groupes pour ne pas laisser un syndicat seul participer aux réflexions des groupes de travail. Le BN pense que la fusion des prestataires entrainera obligatoirement un changement de nos structures, et prône depuis le début une coopération qui nous permettrait de conserver nos structures et notre statut

tout en respectant les textes « ciel unique », coopération qui pourrait s'appliquer dans les domaines de redevance unique, amélioration des espaces transfrontaliers, harmonisations des systèmes et des matériels...

Une réunion franco-allemande aura lieu le 4 février, réunion au cours de laquelle les gouvernements des deux pays devraient annoncer des mesures de rapprochement dans différents domaines et notre crainte est grande que le gouvernement français en profite pour annoncer une fusion des services ATS des deux pays qui représentent à eux deux l'écrasante majorité au sein du futur FABEC.

L'idée d'un large référendum auprès des personnels sur leur volonté de changer ou de garder leur statut a été évoqué mais le référendum est une procédure délicate à manier, la question doit être posée de manière claire et sans ambiguïté, et le résultat est très dépendant de ces paramètres. Il paraît plus sage de différer cette procédure qui sera peut être quand même mise en place le moment venu.

### **Nomination des CE et RdS : Un peu de rigueur ?**

Concernant les commissions de nominations CE/RDS/Détachés, il est apparu que récemment, deux CDS avaient été nommés hors commission de nomination. Apparemment, il avait été convenu lors de la précédente commission que si des nominations avaient lieu au cours de l'année, elles seraient faites sur la base d'une liste d'attente. Cependant, aucune liste d'attente, ni même mention de cette liste d'attente ne figure au compte rendu de la commission de nomination en question. Même si l'appel à candidature stipule que la commission de nomination devra pourvoir tous les postes qui se libéreront durant l'année 2010, le flou entourant cette procédure nous interpelle. Cela pose de plus le problème des personnes n'ayant pas les critères le jour de la commission de nomination mais qui les auraient lors de nominations ultérieures sans réunion de commission. Nous demanderons donc à ce que toute nomination sur les postes de CE/RDS/Détachés fasse l'objet d'une commission de nomination avec un appel à candidature associé afin que les chances d'accès à ces postes soient les mêmes pour tous.

### **Déséquilibre Est/Ouest : Quel remède choisir ?**

Le problème de l'équilibrage des zones a donné lieu à un débat à la fois très ouvert et très contradictoire parmi les personnes présentes. La crainte du bureau de section est que, au vu de la baisse des effectifs, lorsque le trafic repartira, la zone Est sera dans l'impossibilité de faire face à la demande lors des pointes de trafic. Les délais qui en résulteront amèneront certainement l'administration à réunir un GT horaire pour palier à cette situation. Notre crainte est de voir une demande de flexibilité extrême exigée des personnels et de créer un laboratoire national sur la flexibilité par la même occasion. Ce constat nous a amené à essayer de réfléchir de notre côté sur des solutions qui pourraient être trouvées en évitant cette flexibilité extrême, réflexion qui pourra se porter sur un rééquilibrage des zones en matière de secteurs, de personnel, ou d'horaire, aucune solution ne devant être exclue a priori. Par contre, il nous apparaît évident que cette réflexion restera « en interne » et que les éventuelles solutions seront proposées à l'administration en temps utile pour contrecarrer des solutions qui nous seraient imposées.

### **Environnement Electronique : Nom de code « L'Arlésienne »**

Le BN a mandaté N. Huron pour créer un GT interne sur les outils ATM. Il ne manque qu'un contrôleur bordelais pour que le travail commence.

La DSNA a mis en place un Groupe de Suivi des outils ATM qui a reporté lors de sa

session de décembre l'incrément 3 du projet EEE à une date ultérieure. Pour l'instant, seuls Brest et Bordeaux devraient tester le système (l'incrément 2) dans des conditions les plus proches de l'exploitation opérationnelle.

Concernant les expérimentations pour évaluer les besoins concernant 4-Flight prévues en 2010 à Aix et Reims, il semble subsister beaucoup de flous : Quand ? Où ? Suivant quelles modalités ? Etc... Il ressort des échanges un certain ras le bol des errements de notre administration : ERATO dont la genèse remonte à plus de 20 ans, EEE qui pourrait ne jamais être mis en service, etc. Nous constatons que d'autres pays ont mené à bien le développement d'outils en interne ou en faisant appel à des entreprises qui proposent des produits adaptés : l'Eurocat de Thalès est évoqué mais il en existe d'autres. Peut être serait-il temps de tirer les conclusions de nos échecs. Ce sera le mandat du GT interne dès qu'il pourra être réuni.